

ENCUENTRO INTERNACIONAL
MONTEVIDEO, URUGUAY
27 AL 29 DE MAYO 2021

*Henri Lefebvre y la producción del espacio:
Entramados de resistencia al capitalismo*

Universidades Convocantes:



Organizaciones participantes:



Table 2

Subjectivation politique et pratiques urbaines

Universidades Convocantes:



Organizaciones participantes:



Pierre-Alexandre Delorme

Université de Caen

Charif Elalaoui

Université de Caen

Les mouvements sociaux en France :

Une lecture de Nuit Debout (2016) et des Gilets jaunes (2018) dans l'aire urbaine caennaise à la lumière d'Henri Lefebvre.

Résumé

À partir de la triade lefebvrienne de la production de l'espace – *perçu, conçu et vécu* (Lefebvre, 2000) –, nous proposons d'analyser les dimensions spatiales de Nuit debout, et en particulier du mouvement des Gilets jaunes comme relevant d'un imaginaire en rupture avec l'institué, producteur d'un temps-espace « différentiel » (Lefebvre 2020). Dans *La Production de l'espace*, Henri Lefebvre précise que l'espace abstrait impose le primat du spatial sur le temporel. Les stratégies d'occupation qui traversent les mouvements sociaux en sont le reflet. La justification de l'occupation étant souvent de se doter d'un espace d'organisation matérielle pour se libérer du temps institué. Ainsi, en détournant des espaces de leur fonction, l'appropriation spatiale permettrait d'imposer une temporalité autre que celle de l'espace abstrait, une temporalité propre au mouvement. Dès lors, l'espace est à envisager comme produit des différents rapports sociaux structurant la société. De la brutalité marchande et fonctionnaliste ; de la relégation raciale ; ou de la domination masculine, un espace n'est jamais vide. Penser en ces termes revient à penser l'espace social comme une production humaine et politique. Si les deux mouvements sociaux se sont caractérisés par leurs stratégies d'occupation, par un détournement de l'espace de ses fonctions dominantes (circulation des flux et des marchandises), le degré de radicalité de ces subversions apparaît inégal, dans la mesure où les Gilets jaunes ont inscrit de nouveaux rapports dans des lieux

Universidades Convocantes:



Organizaciones participantes:



considérés traditionnellement comme « non politiques », comme les ronds-points, tandis que Nuit Debout aurait cherché davantage à conserver un usage institué de l'espace : la possibilité de se rassembler sur la place publique. S'emparant des ronds-points, les Gilets jaunes ne tardent pas à transformer ces derniers en lieux d'action, d'organisation et de sociabilité. Si l'institution du mouvement social impose souvent de se doter d'un espace pour organiser la lutte, l'espace produit par les Gilets jaunes semble à ce titre plus révélateur d'une fraction de classe dans le choix de l'espace occupé. Il s'agira donc, à partir d'observations ethnographiques, d'entretiens, de travail d'archives, menées sur Nuit Debout en 2016 et le mouvement des Gilets jaunes dans l'aire urbaine caennaise tout au long de la séquence 2018-2019 (mais aussi 2020), d'interroger la dimension spatiale et politique de ces mouvements en analysant l'espace produit et la manière dont il s'articule à l'espace perçu institué, soit « l'espace dominant » des sociétés néolibérales (Lefebvre, 2020) ; de voir dans quelle mesure se construit une subjectivité collective, créant un commun, en contradiction avec la conception dominante qui fragmente les pratiques ; et enfin de questionner les rapports de ces deux mouvements à la transformation, radicale ou non, de l'espace.

Bibliographie

Lefebvre, H. (2020). *Le Manifeste différentialiste*, Caen, France : Éditions Grevis.

Universidades Convocantes:



Organizaciones participantes:



Hannah Berns

Université Libre de Bruxelles

Les pratiques populaires en milieu urbain stigmatisé au regard de la triplicité lefebvrienne de l'espace

Résumé

Le passage, durant le dernier tiers du XXe siècle, à une économie post-fordiste dans la majorité des pays industrialisés a contribué à bouleverser largement la hiérarchie urbaine jusqu'alors instaurée. Ainsi, dans l'ensemble des pays développés, le capital a brutalement délaissé les anciens bassins industriels provoquant des taux de chômage importants, l'exode des populations qui le pouvaient – généralement les plus aisées – et l'exclusion de celles qui restaient – généralement les plus pauvres et les immigrés. Certaines de ces villes, les *shrinking cities*, se sont peu à peu constituées en espaces de relégation socio-spatiale, figure inverse du droit à la ville lefebvrien (1968). Et lorsque la misère a semblé s'ancrer comme une constante du paysage, ces quartiers marginalisés ont été définis comme le théâtre de tous les maux urbains. Face à la stigmatisation territoriale (Wacquant, 2007 ; Slater, 2017) et dans le but de rendre ces espaces plus attractifs, les politiques font aujourd'hui le choix de larges projets de réaménagement urbain. Alors que ces projets inscrits dans le tournant entrepreneurial redéfinissent entre autres les espaces publics (Harvey, 2011), une question émerge : quelle place laissent-ils désormais aux pratiques populaires qu'abritaient jusqu'alors ces villes ou quartiers délaissés des pouvoirs publics ? Fondé sur un dispositif d'enquête qualitative méthodiquement conçu et déployé auprès des jeunes du centre-ville de Charleroi – ville belge au cœur des processus de relégation socio-spatiale et de rénovation urbaine – cette contribution vise à mettre en lumière les pratiques spatiales des jeunes Carolorégiens issus des classes populaires. En partant de leur discours, je ferai état de l'une de leurs pratiques quotidiennes, à savoir la pratique de la zone. Cette pratique fait le point sur

Universidades Convocantes:



Organizaciones participantes:



l'habitude qu'ont ces jeunes de traîner dehors en se réappropriant certains espaces publics. Souvent mal considérée et rarement analysée comme telle, la pratique de la zone sera étudiée comme relevant d'une cohérence normative interne. Elle fera alors l'objet d'un exercice de définition et de représentation (carto-)graphique qui permettra de l'envisager comme une pratique qui existe à part entière, qui peut être analysée en tant que telle et non pas, justement, comme une « non-pratique » (voir aussi Rosa Bonheur, 2019). L'analyse du cas de Charleroi, tel que je le présente, permet une approche concrète et locale de la théorisation de la triplicité de l'espace que Lefebvre propose avec les notions d'espace conçu, perçu et vécu. Façonnée d'abord au XIXe siècle par l'industrialisation, puis dans les années 1960-70 par la désindustrialisation et enfin, surtout depuis une dizaine d'années, par les politiques néo-libérales de rénovation urbaine, Charleroi subit de plein fouet la domination de l'espace conçu, celui de « l'ordre » et de « l'homogénéisation ». Dans ce contexte, l'espace dominé, celui des habitants, prend forme : d'une part au travers de l'espace vécu et donc des représentations symboliques – majoritairement stigmatisante – qui s'y déploient, et d'autre part au travers de l'espace perçu, celui de la « pratique spatiale », et donc, dans ce cas, des pratiques populaires qui résistent, se transforment et se réapproprient les espaces.

Bibliographie :

LEFEBVRE, Henri. Le droit à la ville. Anthropos : Paris, 1968.

LEFEBVRE, Henri, La production de l'espace. 4e édition. Anthropos : Paris, 1974.

HARVEY, David, Le capitalisme contre le Droit à la ville, Paris : Amsterdam, 2011.

Collectif ROSA BONHEUR, La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire, Paris, Amsterdam Editions, 2019.

SLATER Tom. Territorial Stigmatization: Symbolic Defamation and the Contemporary Metropolis. In Hannigan J, Richards G. The Sage Handbook of New Urban Studies. London: Sage, 2017, p. 111-125.

rieiproducciondelesapcio@gmail.com
<https://producciondelespac.wixsite.com/rieipe>

ENCUENTRO INTERNACIONAL
MONTEVIDEO, URUGUAY
27 AL 29 DE MAYO 2021

*Henri Lefebvre y la producción del espacio:
Entramados de resistencia al capitalismo*

Universidades Convocantes:



Organizaciones participantes:



WACQUANT Loïc. Parias urbains. Ghetto, banlieues, Etat. Une sociologie comparée de lamarginalité sociale. 2e éd. Paris : La Découverte, 2007.

Universidades Convocantes:



Organizaciones participantes:



Mathilde Moaty

Université de San Pablo

Production de l'espace et conflits urbains : Economie morale d'un quartier de São Paulo

Résumé

Les deux dernières décennies ont constitué un changement de paradigme pour la production de l'espace à São Paulo, en particulier du point de vue des acteurs impliqués dans le processus et de la matérialité construite (Ferreira, 2007 ; Rolnik, 2017). Les inégalités sociales semblent se révéler à leur paroxysme dans le contexte urbain brésilien, et les conflits y être une constante. Ces « conflits urbains », toujours plus divers et complexes, nous amènent à repenser les paradigmes à mobiliser pour tenter de les interpréter. L'espace urbain, enjeu politique, est à la fois le support, l'instrument et l'objet de luttes et de conflits (Lefebvre, 1973). Nous nous intéressons ici à la domination de l'espace selon l'approche énoncée par Lefebvre où, dans la production capitaliste de l'espace social, l'espace dominé serait l'espace vécu, de la vie quotidienne, relégué au second plan, alors que l'espace conçu par les concepteurs constituerait l'espace dominant (Lefebvre, 1974). Nous appuyons nos réflexions sur l'étude empirique de Vila Leopoldina, dans la Zone Ouest de São Paulo. Ce quartier en voie de désindustrialisation est le théâtre, depuis plus de dix ans, de l'apparition de nombreuses tours de haut standing sécurisées, et de l'arrivée d'habitants de classe moyenne haute, juxtaposés au quartier industriel en transformation où habitent plusieurs centaines de familles dans des habitations informelles et précaires (Grinover, 2010). La transformation du quartier accélère depuis 2016 avec l'arrivée d'un nouvel instrument urbanistique qui permet à un propriétaire privé de proposer un projet urbain à être mis en œuvre par le secteur public. Nous observons donc ici la mise en œuvre d'un projet

Universidades Convocantes:



Organizaciones participantes:



urbain d'initiative privée de caractère néo-paternaliste, proposé par le principal propriétaire foncier du secteur, un grand groupe industriel et bancaire.

Les intérêts et les besoins des acteurs constituant l'arène de cette transformation urbaine divergent : les habitants des quartiers défavorisés, les propriétaires industriels, les investisseurs, les voisins aisés, le pouvoir public, ou encore les associations et autres organisations investies sur le territoire sont autant de groupes (et les individus qui les constituent) qui nous ont fait part de visions différentes pour Vila Leopoldina, lors du travail de terrain en cours. Entre confits, controverses et compromis, l'équilibre du quartier est sur le point d'être radicalement modifié. Nous proposons d'utiliser le cadre d'analyse de l'économie morale, énoncé initialement par l'historien marxiste Thompson en 1971. Ce prisme d'étude est un terrain fertile pour penser et appréhender en profondeur les enjeux sociaux et matériels de la transformation du quartier. Dans le contexte brésilien de la périphérie du capitalisme (Maricato, 1996), nous soutenons dans cet article que, tout en prenant des formes diverses, impliquant différentes parties, et recevant une réponse plus ou moins directe des classes dirigeantes, les conflits urbains ne sont pas une anomalie de la production de l'espace mais sont, au contraire, une condition préalable à des développements urbains moins inégaux au Brésil. Tout en mobiliser différents champs scientifiques, nous accordons une place particulière à la littérature brésilienne locale des études urbaines, en dialogue avec l'économie politique urbaine anglo-saxonne, et la géographie humaine française. Nous nous appuyons aussi sur une recherche de terrain en cours, avec une approche d'ethnologie urbaine par les acteurs.

Universidades Convocantes:



Organizaciones participantes:



Solène Michel-Redondo

Université Paris VIII

À Barcelone, la compréhension du processus des expulsions et la lutte organisée qu'elles ont induites, par le droit à la ville d'Henri Lefebvre

Résumé

En géopolitique, regarder le territoire depuis le prisme du droit à la ville – comme grille d'analyse - implique de le questionner en prenant en compte dans sa critique les forces, les dynamiques et les acteurs, divers, qui prennent corps sur ce territoire pour le construire et le façonner suivant des intérêts propres et parfois contradictoires avec qui l'habite.

La crise mondiale économique et sociale de 2008 a projeté l'Espagne dans une crise multifactorielle qui, a bien des égards, a façonné nouvellement les espaces de vécu et modifié en profondeur son tissu urbain, social et spatial. Cette crise a provoqué un phénomène catastrophique de faillite des ménages incapables de payer les traites de prêts à taux variables pour le logement acheté, impliquant de fait la saisie du bien par les banques : de 2008 à 2018 on estime en Espagne, plus de 1 million d'expulsions pour saisie du bien par la banque : Le droit au logement et la possibilité pour tous de vivre dans sa ville n'est plus garantie. Ce phénomène, majoritairement urbain a mis en lumière un état défailant dans ses politiques publiques pour la ville et son incapacité à garantir le droit à vivre dans ses espaces obligeant une part considérable de la société à se mobiliser et à se mettre en commun pour lutter pour ce droit.

À Barcelone, alors que le phénomène des expulsions est massif, la mobilisation autour du droit au logement s'inscrit de manière durable dans l'ensemble des luttes sociales et citoyennes de la ville, comme en filigrane de toute revendication. Cette prise de conscience participe à l'élection à la tête de la capitale catalane en 2015 de Ada Colau,

ENCUENTRO INTERNACIONAL
MONTEVIDEO, URUGUAY
27 AL 29 DE MAYO 2021

*Henri Lefebvre y la producción del espacio:
Entramados de resistencia al capitalismo*

Universidades Convocantes:



Organizaciones participantes:



activiste militante pour le droit au logement et fondatrice de la principale association – la PAH- qui vient en aide aux victimes d’expulsion. Cette élection place la question du logement – au sens droit d’habiter - et ses problématiques au cœur de l’action politique locale : à Barcelone, tant pour ses dirigeants actuels que pour les citoyens, le droit à la ville est synonyme de droit au logement (4) . Le droit à la ville est compris et utilisé pour défendre le droit à habiter dans la ville, le droit de participer et d’être pris en compte dans la construction du territoire.

Mais alors, en quoi le droit à la ville de Henri Lefebvre s’impose comme grille d’analyse à la compréhension du processus menant à ces expulsions et à leurs impacts sur le territoire, dans son sens le plus large ? Car elles résultent de l’aliénation face au capital. La banque et les macro-investissements deviennent les garants de qui habite dans les espaces urbains en question. Ensuite parce que ces expulsions refondent les rapports de centre-périphérie, avec un centre toujours plus convoité qui force à repenser les périphéries et à recréer de nouvelles centralités urbaines, notamment dans les espaces contradictoires de la métropolisation. Enfin, parce que les expulsions ont permis de créer des espaces non spatiaux, de rencontre et de socialisation, entre les victimes des évictions, par le moyen des réseaux de communication et sociaux, majeurs pour comprendre les phénomènes contemporains qui se jouent dans la capitale Catalane.